



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

 BRÈVES ÉCONOMIQUES

29 MARS – 4 AVRIL

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

29 mars – 4 avril 2022

Focus: La Colombie-Britannique introduit une « *cooling-off period* » sur le marché immobilier



La ministre des Finances de Colombie-Britannique Selina Robison a annoncé que la province allait mettre en place une période de rétractation (« *cooling-off period* ») pour les acheteurs sur le marché immobilier : les acheteurs disposeront ainsi, après avoir fait une offre pour l'achat d'un bien immobilier, d'un délai pour éventuellement changer d'avis. Cette mesure, la première de cette nature au Canada, a été présentée par le gouvernement britannico-colombien comme un outil supplémentaire pour lutter contre l'inflation immobilière, particulièrement forte depuis l'été 2020. En effet, selon les estimations de la *Canadian Real Estate Association* (CREA), le prix à la vente des biens immobiliers a augmenté de plus de 20% entre février 2021 et février 2022, accroissant les inégalités d'accès au logement entre les générations.

Politiques économiques

Le ministre de l'Environnement Steven Guilbeault présente un nouveau plan d'adaptation aux dérèglements climatiques

Le ministre Guilbeault a dévoilé, le 29 mars, les contours d'un nouveau « *Plan Climatique* », qui contient de nouveaux investissements estimés à 9,1 Md CAD (6,5 Md €), ciblés sur la rénovation des bâtiments, la mobilité durable ou encore l'agriculture. Cette nouvelle feuille de route fixe par ailleurs un objectif de réduction des émissions de GES de 31% (par rapport au niveau de 2005) d'ici 2030 dans le secteur pétrolier et gazier, tandis que les émissions de méthane devraient quant à elles être réduites de 75% d'ici 2030 (par rapport au niveau de 2005). Enfin, le gouvernement canadien entend investir 780 M CAD (562 M €) dans le « Fonds des solutions climatiques axées sur la nature » afin de soutenir le développement de solutions innovantes fondées sur les ressources naturelles.

Le gouvernement fédéral et l'Ontario concluent un accord sur le système de garde d'enfants

Le Premier ministre Trudeau a annoncé le 28 mars la signature d'une entente entre le gouvernement fédéral et la province de l'Ontario sur le système de garde d'enfants, qui devrait se traduire par une réduction moyenne de 50% des frais d'ici la fin de l'année. Les gouvernements s'engagent par ailleurs à ce que des places en crèches à 10 CAD (7,3 €) par jour soient garanties d'ici 2026. Le financement versé par le gouvernement fédéral devrait permettre la création de 86 000 nouvelles places pour les enfants de la province. Toutes les provinces et territoires canadiens disposent désormais d'une entente similaire avec le gouvernement fédéral, qui s'est engagé à créer 250 000 places en crèche d'ici 2026, tout en garantissant un coût de 10 CAD par jour pour toutes les familles canadiennes.

Les provinces de l'Ontario, de la Saskatchewan, du Nouveau-Brunswick et de l'Alberta dévoilent un plan stratégique pour les petits réacteurs modulaires (SMR)

Les gouvernements provinciaux ont annoncé dans un communiqué (31 mars) la mise en œuvre d'un plan stratégique commun visant à développer l'énergie nucléaire avec des petits réacteurs modulaires. Les autorités provinciales ont souligné que ces technologies garantissent un approvisionnement en électricité fiable et peu émissif, tandis que leur développement inscrirait les provinces dans la trajectoire dessinée par le gouvernement canadien en termes d'émissions (neutralité carbone d'ici 2050).

Le gouvernement fédéral promet un versement de 2 Md CAD aux provinces pour les interventions chirurgicales

Le ministre de la Santé Jean-Yves Duclos a annoncé un financement supplémentaire de 2 Md CAD (1,45 Md €) à destination des provinces afin de réduire les délais de chirurgie. Le ministre a souligné que la pandémie de Covid-19 avait engendré un allongement des délais pour les interventions chirurgicales non-urgentes. Pour rappel, les provinces et territoires canadiens réclament, *a fortiori* depuis l'écllosion de la pandémie, une augmentation des « transferts en santé », c'est-à-dire du financement par le gouvernement fédéral des systèmes de santé provinciaux, pour faire passer sa contribution de 22% à 35%.

L'Ontario augmente le taux d'imposition pour les non-résidents à l'achat d'un bien immobilier

Le gouvernement provincial a annoncé le 30 mars que le taux d'imposition applicable aux individus ne disposant ni de la citoyenneté canadienne ni d'une résidence permanente serait porté à 20% lors de l'achat d'un bien immobilier, contre 15% actuellement (*Non-Resident Speculation Tax*). Le gouvernement ontarien entend ainsi réduire les comportements spéculatifs sur le marché immobilier provincial, en proie à une forte inflation depuis l'été 2020. Cette mesure ne concernerait toutefois qu'une fraction marginale du marché, puisque les non-résidents ne représentent que 2,2% des propriétaires dans la

province (un chiffre qui atteint toutefois 7% pour les appartements à Toronto).

Les Etats-Unis autorisent à nouveau les exportations de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Edouard

Les autorités américaines ont annoncé un premier assouplissement des restrictions, près de 4 mois après la suspension des exportations de pommes de terre de l'Île-du-Prince Edouard (IPE), en raison de la présence d'un champignon parasite détecté dans certaines exploitations de l'île canadienne. Selon les premières estimations, cette suspension de plusieurs mois représenterait une perte de revenus de près de 50 M CAD (36,3 M €) pour les producteurs de l'IPE, largement dépendante de cette filière et de ses débouchés sur le marché américain. L'accord trouvé entre le Canada et les Etats-Unis pour la reprise des échanges prévoit notamment le lavage des pommes de terre et des germes directement sur l'île, mais également l'usage de produits antigermes.

Entreprises

Transpod annonce un investissement de 550 M CAD (395 M €) pour un train à très grande vitesse en Alberta

Le groupe de transport torontois, qui a développé un site d'essai à Droux (Haute-Vienne), a annoncé le 29 mars un investissement de 550 M CAD (395 M €) pour une nouvelle phase du projet de train « hyperloop » à très grande vitesse en Alberta, entre Calgary et Edmonton. Selon TransPod, une étude de faisabilité publiée récemment estimait que les retombées économiques du projet pour la province – en termes de PIB – pourraient atteindre 19,2 Md CAD (13,8 Md €), avec près de 140 000 emplois à la clé. Pour rappel, le projet lancé en 2020 doit permettre de relier Edmonton à Calgary (environ 300 kms) en seulement 45 minutes grâce à la technologie de pointe développée par TransPod.

Face à la hausse de la demande, Air Canada veut augmenter sa capacité

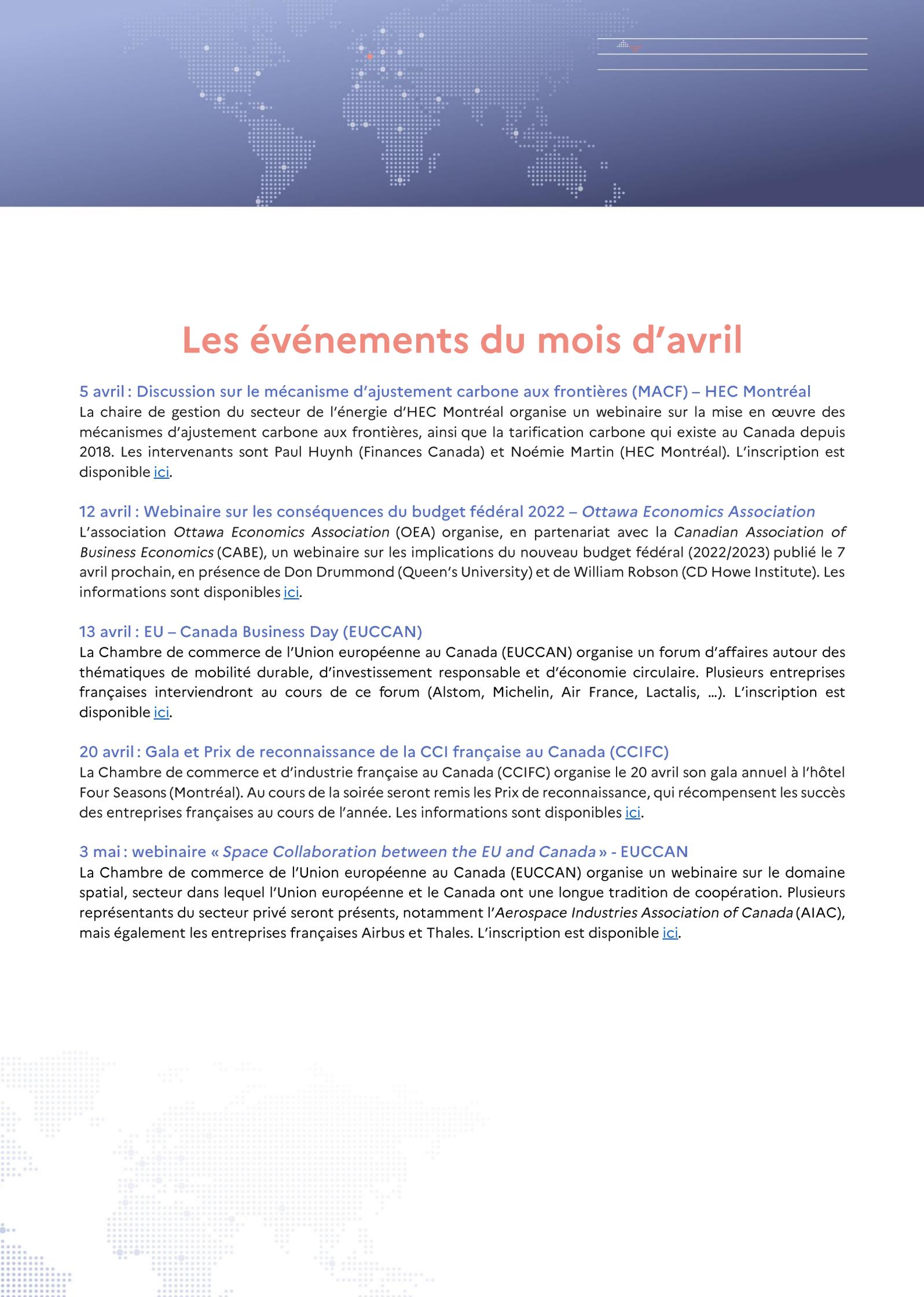
À l'occasion de la journée « Investors Day », le PDG d'Air Canada Michael Rousseau a détaillé la feuille de route de la compagnie aérienne pour l'année 2022, soulignant que l'objectif était d'augmenter la capacité de production de 50% par rapport à 2021. La compagnie entend également augmenter le « coût ajusté du kilomètre par siège disponible » (CASM) entre 13% et 15% par rapport à 2019. Concernant la rentabilité de l'entreprise, la direction table quant à elle sur une rentabilité annuelle du capital investi (ROIC) d'environ 15% d'ici 2024. Air Canada anticipe en effet un fort rebond de la demande après 24 mois perturbés par la pandémie, les restrictions sanitaires et les fermetures de frontières.

La société minière Kinross songe à vendre ses actifs russes

L'un des leaders mondiaux de l'industrie extractive, Kinross Gold (Toronto), a indiqué avoir entamé des discussions autour de ses actifs situés en Russie, notamment la mine de Kupol, dans l'est de la Russie (oblast de Tchoukotka). Pour rappel, Kinross Gold avait annoncé dès le 2 mars dernier la suspension jusqu'à nouvel ordre de ses activités en Russie.

Les entreprises canadiennes de la grande distribution retirent les produits russes de leurs rayons

La plupart des épiceries et supermarchés canadiens ont annoncé avoir retiré de leurs rayons les produits d'importation russes, dont certains étaient parvenus à pénétrer le marché nord-américain (ex : graines de tournesol Proteha, bières Kvass, ...). Dans la plupart des provinces, les revendeurs d'alcools et spiritueux ont également retiré certaines marques de vodka des produits vendus. L'impact de ces décisions, prises pour certaines dès le début du mois de mars, reste toutefois marginal, dans la mesure où les produits importés de Russie restent rares dans les rayons des supermarchés canadiens.



Les événements du mois d'avril

5 avril : Discussion sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) – HEC Montréal

La chaire de gestion du secteur de l'énergie d'HEC Montréal organise un webinaire sur la mise en œuvre des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières, ainsi que la tarification carbone qui existe au Canada depuis 2018. Les intervenants sont Paul Huynh (Finances Canada) et Noémie Martin (HEC Montréal). L'inscription est disponible [ici](#).

12 avril : Webinaire sur les conséquences du budget fédéral 2022 – Ottawa Economics Association

L'association *Ottawa Economics Association* (OEA) organise, en partenariat avec la *Canadian Association of Business Economics* (CABE), un webinaire sur les implications du nouveau budget fédéral (2022/2023) publié le 7 avril prochain, en présence de Don Drummond (Queen's University) et de William Robson (CD Howe Institute). Les informations sont disponibles [ici](#).

13 avril : EU – Canada Business Day (EUCCAN)

La Chambre de commerce de l'Union européenne au Canada (EUCCAN) organise un forum d'affaires autour des thématiques de mobilité durable, d'investissement responsable et d'économie circulaire. Plusieurs entreprises françaises interviendront au cours de ce forum (Alstom, Michelin, Air France, Lactalis, ...). L'inscription est disponible [ici](#).

20 avril : Gala et Prix de reconnaissance de la CCI française au Canada (CCIFC)

La Chambre de commerce et d'industrie française au Canada (CCIFC) organise le 20 avril son gala annuel à l'hôtel Four Seasons (Montréal). Au cours de la soirée seront remis les Prix de reconnaissance, qui récompensent les succès des entreprises françaises au cours de l'année. Les informations sont disponibles [ici](#).

3 mai : webinaire « *Space Collaboration between the EU and Canada* » - EUCCAN

La Chambre de commerce de l'Union européenne au Canada (EUCCAN) organise un webinaire sur le domaine spatial, secteur dans lequel l'Union européenne et le Canada ont une longue tradition de coopération. Plusieurs représentants du secteur privé seront présents, notamment l'*Aerospace Industries Association of Canada* (AIAC), mais également les entreprises françaises Airbus et Thales. L'inscription est disponible [ici](#).

Principaux indicateurs statistiques

Indicateur	Dernière mesure	Valeur	Variation
Indice des prix à la consommation	février 2022	146,8 (base 100 → 2002)	 5,7 % (sur 12 mois)
Indice des prix des produits industriels	février 2022	125 (base 100 → janvier 2020)	 3,1 % (var. mensuelle)
Rémunération hebdomadaire moyenne	janvier 2022	1 161,58 CAD (835,5 €)	 2,5 % (var. sur 12 mois)
Balance commerciale de biens	janvier 2022	2,6 Md CAD	 4,2 Md CAD
Balance commerciale des services	janvier 2022	-547 M CAD	 626 M CAD
Taux de chômage	février 2022	5,5 %	 -1 pt (var. mensuelle)
Ventes de gros	janvier 2022	79,8 Md CAD	 4,2 % (var. mensuelle)
Ventes de détail	janvier 2022	58,9 Md CAD	 3,2 % (var. mensuelle)

Source : Statistiques Canada

Quelques notes du mois de mars

Le commerce bilatéral France-Canada en 2021



Après un recul substantiel en 2020 (6,2 Md €), les échanges de biens entre le Canada et la France ont progressé d'environ 16% en 2021, pour s'établir à 7,2 Md €, soit un niveau supérieur à celui observé en 2019 (6,8 Md €). Cette reprise des échanges apparaît toutefois en partie déséquilibrée, avec une progression des importations françaises (+23,5%) supérieure à celle des exportations (+9,3%), engendrant un creusement significatif du déficit de la balance bilatérale, estimé à 454 M €.

Régulation et souveraineté numérique : l'UE, un modèle pour le Canada ?

Outre les questions de protection des données et de vie privée – encadrées par le Personal Information Protection and Electronic Documents Act (PIPEDA) au Canada – le Canada travaille sur plusieurs sujets faisant écho aux chantiers européens : le gouvernement fédéral prépare un texte sur la régulation du contenu en ligne (DSA) ; une révision de la politique de concurrence a été annoncée pour rééquilibrer les rapports de forces vis-à-vis des géants du numérique (DMA).



Retrouvez toutes les notes des Services économiques français au Canada sur notre [site internet](#) et sur notre page [Linkedin](#) !